



Numéro thématique JOURNÉE MONDIALE SANS TABAC

Éditorial

Une offensive victorieuse pour la santé publique

Il y a un an, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale sans tabac, les grandes orientations de la politique de lutte contre le tabac du gouvernement ont été présentées. Portée par la dynamique du Plan de mobilisation nationale contre le cancer présenté par le Président de la République en mars 2003, cette « offensive » a été d'une ampleur sans précédent, tant dans ses réalisations que par ses résultats.

L'engagement avait été pris ce jour là de faire diminuer le tabagisme des jeunes de 30 % et celui des adultes de 20 %, en cinq ans. Moins d'un an après, plus de la moitié de l'objectif a été atteint puisque d'après l'enquête Inpes/Ipsos, en 2003 la prévalence du tabagisme a chuté de 12 % en population générale et de 18 % chez les femmes et les jeunes jusqu'alors insensibles aux actions de prévention¹. L'enquête de l'Inserm et de l'OFDT publiée récemment² est venue confirmer la tendance observée chez les jeunes. Contrairement aux prédictions des adversaires de la lutte contre le tabac, la diminution des ventes de cigarettes observée depuis le début de l'année (-13,5 % en 2003), fortement liée à l'augmentation des prix, s'est accompagnée d'une chute parallèle du nombre de fumeurs. Fin 2003, la France comptait 2 millions de fumeurs en moins. Les Français ont arrêté massivement de fumer avant tout pour protéger leur santé. La peur de tomber malade et la prise de conscience des conséquences du tabac sur la santé ont été pour eux la principale raison de s'arrêter, loin devant le prix des cigarettes. A titre de comparaison, en 2001 en Ile-de-France, la perception par les fumeurs des risques qu'ils encouraient était faible et les bénéfices de l'arrêt méconnus³.

Les soignants n'ont pas échappé à cette évolution. En 2003, la diminution du tabagisme chez le personnel hospitalier est nettement plus importante qu'en 2002⁴.

Cette chute du tabagisme s'est traduite par une augmentation importante du nombre de consultations d'aide à l'arrêt mais également par celle de la fréquentation de la ligne téléphonique d'aide Tabac-info-service⁵. L'inscription du numéro de téléphone de ce service de l'Inpes sur environ 85 millions de paquets de cigarettes, associée aux hausses de prix, a provoqué un doublement des appels. Ce phénomène s'est aussi traduit concrètement dans la vie de la plupart des Français. La lutte contre

le tabac est devenue un sujet d'actualité quotidien. Qui n'a pas eu dans son entourage ou sa famille quelqu'un qui a cessé de fumer ? Il semble bien que l'on ait franchi un seuil dans la prise de conscience collective des méfaits du tabac, identique à ce qui s'est produit pour les accidents de la route. Il faut, cependant, rester prudent et veiller à consolider les acquis. En 2004, nous porterons notre effort sur l'aide à l'arrêt et sur la prévention du tabagisme passif, deux axes stratégiques essentiels de la lutte contre le tabac. Trois millions d'euros serviront à renforcer les capacités d'accueil des consultations hospitalières de tabacologie. L'adoption prochaine du projet de loi relatif à la politique de santé publique constituera aussi une étape législative importante car elle renforcera le pouvoir des administrations compétentes pour faire respecter la réglementation de l'usage du tabac en public et la prévention du tabagisme passif et apportera aussi des améliorations dans le domaine de l'interdiction de la publicité⁶.

Mon objectif est aussi de faire de la France un moteur de la lutte antitabac en Europe et dans le monde. Nous avons été les premiers dans l'Union Européenne à amorcer la ratification de la convention-cadre. Nous poursuivons notre effort pour l'harmonisation à la hausse de la fiscalité des tabacs en Europe.

La lutte contre le tabac est un volant essentiel de la lutte contre le cancer. Il s'agit d'un des investissements les plus efficaces pour améliorer durablement la santé des Français.

Philippe Douste-Blazy,
Ministre de la Santé et de la Protection sociale

SOMMAIRE

Éditorial	p. 89
Écarts entre la connaissance et l'acceptation pour soi-même des risques liés à la consommation de tabac, à propos du cancer du poumon	p. 90
Résultats du Baromètre tabac personnel hospitalier, 2003	p. 92
Évolutions récentes de la consommation de tabac en France	p. 95
L'interdiction de la publicité et de la promotion du tabac : vers une amélioration de la réponse juridique	p. 97
Tabac info service (0825 309 310 - 0,15 euros/mn) : analyse des appels reçus entre décembre 2003 et mars 2004	p. 99
Coordination scientifique du numéro : Loïc Josseran, chargé de mission, Direction générale, Institut de veille sanitaire.	

¹ Arwidson P, Léon C, Wilquin JL, Guilbert. Evolutions récentes de la consommation de tabac en France. BEH 1^{er} juin 2004 ; 22-23.

² Inserm, OFDT. Premiers résultats de l'enquête Espad 2003 en France. Consommations de substances psychoactives des élèves de 12 à 18 ans : évolutions entre 1993 et 2003. Paris, 14 avril 2004.

³ Grémy I, Halfen S, Slama K, Sascio AJ. La perception des risques liés à la consommation de tabac dans la population générale adulte, à propos du cancer du poumon. BEH 1^{er} juin 2004 ; 22-23.

⁴ Chièze F, Dautzenberg D, Deberdt JP, Doually Y, Chaplain V. Résultats du Baromètre tabac personnel hospitalier 2003. BEH 1^{er} juin 2004 ; 22-23.

⁵ Oddoux K, L'Huillier A. Tabac Info Service (0825 309 310 - 0,15 euros/mn) : analyse des appels reçus entre décembre 2003 et mars 2004. BEH 1^{er} juin 2004 ; 22-23.

⁶ Ratte S., Molla A., Bass C., De Bérard C., Béguinot E., Dufour H. Osmani R. L'interdiction de la publicité et de la promotion du tabac : vers une amélioration de la réponse juridique. BEH 1^{er} juin 2004 ; 22-23.